

actions militaires, un règlement durable peut être atteint sur la base d'un processus politique avec la participation de toutes les forces politiques, des groupes ethniques et religieux. En fin de compte, le dernier mot doit appartenir au peuple syrien», a-t-il dit.

Le revirement américain sur le conflit syrien se reflète à travers une opinion opposée à «la mentalité de la guerre froide» qui s'exprime, comme dans le *New York Times*, qui appelle à «une coordination entre Moscou et Washington pour sortir de la crise actuelle» et une «coalition régionale plus large» pour lutter contre l'Etat islamique (EI). Pour ce quotidien américain : «L'implication de la Russie dans la crise syrienne pourrait constituer le premier rayon d'espoir en vue de mettre fin au cauchemar qui y règne.»

Il ajoute : «Les fonctionnaires américains doivent cesser de taper du poing sur la table à cause de l'implication russe dans le conflit syrien, comprendre que la guerre froide appartient au passé et qu'il est grand temps de se mettre à la gestion des affaires d'Etat.»

La Russie a mis fin à l'hégémonie mondiale des Etats-Unis

Le retour en force de la Russie sur la scène proche-orientale confirme la fin de l'hégémonisme américain dans cette région et dans le reste du monde. Les Etats-Unis doivent désormais composer avec d'autres grandes puissances qui ont émergé au cours des deux dernières décennies, après un règne sans partage depuis l'effondrement du bloc soviétique en 1990 et la fin de la Guerre froide. Le monde unipolaire a pris fin et cède la place au monde multipolaire et un nouvel ordre des relations internationales.

«La Russie a mis fin à l'hégémonie mondiale des Etats-Unis» et l'ancien ordre du monde, où les Etats-Unis jouaient un rôle dominant, a désormais touché à sa fin. Les derniers événements survenus dans l'arène politique internationale ont marqué un tournant majeur et également le début d'une nouvelle ère où les rapports de force ont définitivement changé.

L'époque de la domination occidentale n'est aujourd'hui que du passé et l'Amérique n'a plus d'incidence déterminante sur l'ordre mondial», écrit le magazine allemand *Der Spiegel*.

Le secrétaire d'Etat américain John

Kerry a admis : «Le monde d'aujourd'hui est multipolaire. Cependant, les Etats-Unis sont plus que jamais impliqués dans les affaires internationales», a-t-il déclaré dans son intervention sur le Proche-Orient à la Fondation Carnegie pour la paix internationale à Washington. Kerry a également souligné que la région du Proche-Orient est importante pour les Etats-Unis, mais «pas seulement à cause du pétrole», mais pour «les intérêts nationaux américains» et parce que «des partenaires et des amis cruciaux» de

Mais derrière Poutine, dont le taux de popularité bat tous les records (89,9%, selon le dernier sondage), il y a le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), bloc au sein duquel la Russie, en réaction aux sanctions de l'Occident, a renforcé son rôle et son poids économique et politique, tout comme au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), par une alliance stratégique avec la Chine.

Washington se trouvent également dans la région.

Les propos de Kerry se sont vérifiés tout de suite après, avec la décision du Président Obama de déployer une cinquantaine de militaires des forces d'opérations spéciales américaines dans le nord de la Syrie, là où les forces kurdes combattent Daesh.

Ce qui confirme la poursuite par les Etats-Unis des objectifs de leur plan de démembrement de la Syrie en plusieurs Etats confessionnels, dont un Etat kurde et aussi leur résistance à l'avènement du monde multipolaire, en cherchant à conserver à tout prix leur place d'unique superpuissance.

Or, il faut bien admettre certes que les Etats-Unis ne perdent pas leur rôle de puissance mondiale, mais ils ne sont plus la seule puissance, avec l'émergence de deux autres puissances : la Russie et la Chine. Après avoir été reléguée au rang de puissance «régionale» durant la période ayant suivi l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie est redevenue une superpuissance mondiale, en retrouvant «ses véritables valeurs» à partir des années 2000, selon Mikhaïl Gamandiy-Egorov.

Ces changements ne se sont pas faits

du jour au lendemain et le processus qui a pris du temps se poursuit encore. Et de saluer la venue de «l'ère multipolaire où les peuples du monde auront de nouveau le libre choix de leurs alliés et partenaires».

Derrière Poutine, il y a le BRICS

Le retour en force sur la scène internationale de la Russie, puissance nucléaire, s'explique avant tout par la modernisation de ses forces armées. Selon une étude du Crédit Suisse intitulée «La fin de la mon-

dialisation ou un monde plus multipolaire ?», l'armée américaine, classée première, est suivie de celle de la Russie et de la Chine.

Les nouvelles armes et technologies utilisées en Syrie ont surpris, selon les observateurs, ceux qui tablaient sur l'affaiblissement de la Russie par les sanctions et la chute du prix du pétrole.

Mais derrière Poutine, dont le taux de popularité bat tous les records (89,9%, selon le dernier sondage), il y a le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), bloc au sein duquel la Russie, en réaction aux sanctions de l'Occident, a renforcé son rôle et son poids économique et politique, tout comme au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), par une alliance stratégique avec la Chine. Les deux organisations ont tenu leur dernier sommet en Russie le 9 juillet dernier, qui a annoncé l'intention de ce groupe de puissances émergentes d'assumer leur rôle dans le nouveau monde multipolaire.

«Nous avons convenu d'intensifier les efforts coordonnés pour répondre aux défis émergents, assurer la paix et la sécurité, la promotion du développement d'une manière durable, visant à l'élimination de la pauvreté, de l'inégalité et du

chômage pour le bénéfice de nos peuples et la communauté internationale. Nous avons confirmé notre intention de renforcer le rôle collectif de nos pays dans les affaires internationales», disait la déclaration finale de ce sommet.

L'Alliance BRICS qui se veut un modèle de «partenariat équitable» capable d'assurer «la gouvernance mondiale», «la sécurité mondiale» et d'un «nouveau type de relations internationales gagnant-gagnant», s'est dotée d'institutions financières, dont la Banque de développement d'un capital de 100 milliards de dollars, un pool de réserves financières de 200 milliards de dollars, ainsi qu'un accord sur les conditions d'entraide en cas de crise et la possibilité de généraliser le paiement dans les monnaies nationales dans les échanges inter-BRICS, véritable alternative au FMI et Banque mondiale et sonnait le glas de l'hégémonie du dollar US dans les échanges monétaires internationaux. L'OCS, surnommée «le nouveau G8», s'est élargie à deux nouveaux membres, l'Inde et le Pakistan, en attendant l'Iran, autre allié stratégique de poids, qui va pouvoir rejoindre cette organisation, dès la levée des sanctions contre ce pays. L'OCS va ainsi augmenter son potentiel économique et ses capacités à faire face aux «nouvelles menaces et défis sécuritaires».

S'agissant du Moyen-Orient et Afrique du Nord, le BRICS avait annoncé un plus grand engagement dans la recherche de solution aux «crises violentes dues aux actions terroristes de l'Etat dit islamique». Le président Poutine avait averti : «L'ajustement de tout ce qui se déroulait sur l'arène internationale est totalement nécessaire.»

Quelques mois après aux Nations unies (où les pays BRICS coordonnent leur action diplomatique), Poutine a parlé d'une «stratégie inclusive de reconstruction du Proche-Orient» et il a appelé à une large coalition internationale contre le terrorisme.

Son appel sera-t-il entendu ? Les pays musulmans saisiront-ils la main tendue par Moscou dans l'intérêt de la paix et des peuples de la région ou continueront-ils à céder aux chants des sirènes des instigateurs de faux clivages et de divisions artificielles ?

H. A.-K.

BRUXELLES, STOCKHOLM, MADRID PUIS TIFARITI

La question sahraouie s'invite partout en Europe

Les signaux sont nombreux à Bruxelles, à Stockholm, à Madrid, à New York qui indiquent des évolutions majeures en faveur de l'indépendance du peuple sahraoui.

La décision d'Alger de dépêcher une représentation de très haut niveau au Congrès du Polisario en décembre prochain à Tifariti participe de cette lecture politique éclairée, marque de fabrique de la diplomatie algérienne.

Avant, il y aura une grande manifestation de solidarité avec les Sahraouis dans la capitale espagnole.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Christopher Ross, l'émissaire de l'ONU chargé du dossier sahraoui, ne bouge pas d'un millimètre et campe sur ses positions. Identification crédible du corps électoral, commission paritaire acceptée par le Polisario et le Maroc pour superviser le processus électoral qui doit décider de l'avenir du Sahara Occidental et, surtout, respect du droit du peuple sahraoui l'autodétermination. Pour le reste, le représentant personnel du SG de l'ONU ne voit pas d'inconvénient à des arran-

gements entre les protagonistes. Ça ne plaît pas du tout au Maroc qui rue dans les bran-cards et, comme d'habitude, accuse l'Algérie de tous les maux, lui adresse des menaces et promet que le ciel tombera sur Alger si la diplomatie de notre pays persiste à soutenir la cause juste du peuple des ténèbres. Pourtant, Christopher Ross et l'Algérie sont en parfaite harmonie avec la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation en cette affaire.

En plus du fait que le Sahara occidental est identifié comme «territoires non-autonomes» par toutes les résolutions onusiennes que seul un référendum de droit à l'autodétermination peut transformer en entité rattachée au Maroc, en pays indépendant.

La deuxième variante étant la plus probable en cas de vote sérieux, Rabat le sait mieux que d'autres, il ne reste au palais royal que la surenchère, la fuite en avant et les provocations pour espérer maintenir le statu quo actuel. Ça ne tiendra pourtant pas. Plusieurs indices probants tendent à le prouver.

L'Union européenne, tout d'abord, qui refuse d'entériner le fait colonial marocain et qui n'admet plus les louvoiements du Makhzen sur la question.

Les institutions européennes les plus significatives (Parlement, Commission et Conseil) ne cessent de rappeler leur attachement au plan de paix de l'ONU et aux média-

tions de Christopher Ross. Les Etats-Unis, ensuite. Washington n'a jamais failli depuis Bush et Obama à sa position de principe. Le Sahara occidental et les populations qui y vivent ont droit à un référendum libre et sincère pour décider de leur sort. La position de l'ONU, en définitive. Les USA ont même refusé d'inclure les territoires sahraouis dans la zone de libre-échange qu'ils ont instaurée avec le Maroc. Ce qui est conforme au droit international et honore la diplomatie américaine sur ce dossier. Partout, au plan diplomatique, Rabat essuie les revers et enregistre les défaites, déboires et humiliations.

Présentement, le Makhzen et le palais royal se tiennent le ventre et scrutent, à la minute, les signaux venant de Suède. Stockholm, en effet, s'apprête à reconnaître la République sahraouie (RASD) avec ouverture d'une ambassade dans l'un des quartiers prestigieux de la capitale.

Le Maroc a tout tenté pour empêcher l'avènement de cet événement majeur.

Chantage économique sur le groupe Ikea, désinformation, activisme débordant de lobbys pour dissuader les Suédois et les contraindre à, à défaut d'annuler leur décision, au moins la différer. Tout indique, pourtant, que les Vikings de Suède iront leur chemin diplomatique et appliqueront la décision de reconnaître la République sahraouie.

Les Suédois, on le sait, entraîneront dans

le sillage de leur choix, les Scandinaves, les Nordiques, une partie des ex-Balkans, ce qui influera, énormément, sur le rapport de force au sein des institutions européennes de façon positive en faveur du peuple sahraoui.

En attendant, les Sahraouis et leurs nombreux soutiens en Europe ne chôment pas. Dans quelques jours s'ouvrira à Madrid une exceptionnelle conférence de soutien au peuple sahraoui (Eucoco).

Les invités, observateurs et personnalités qui ont confirmé leur présence, montrent, par leur qualité et leur rang, que la capitale espagnole abritera un événement majeur pro-sahraoui. Alors qu'en décembre prochain, le Congrès du Polisario s'annonce déterminant et historique. Le Polisario, au vu des succès diplomatiques qu'il enregistre, est déterminé à casser le statu quo actuel que ni l'accord de paix conclu avec le Maroc, ni les résolutions de l'ONU, ni le droit international ni même le bon sens n'ont prévu.

L'Algérie, fidèle à sa tradition diplomatique, a bien fait en prenant la décision d'envoyer à Tifariti une représentation de très haut niveau, digne des sacrifices du peuple sahraoui et des principes de Novembre 54.

Les Algériens ne se sentiront totalement indépendants que si tous les peuples de la région le sont aussi.

Stockholm, Madrid ensuite Tifariti.

A. M.